



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation de la
société SARP SUD-OUEST à Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, titre 4 relatif aux déchets, notamment ses articles D. 541-12-2 et D. 541-12-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu les arrêtés préfectoraux, du 11 mai 1988, 21 décembre 1989, 18 août 1992, 21 juillet 2017, et 29 décembre 2022 autorisant, successivement, les sociétés SEARMIP, ADES, SRA-SAVAC et SARP SUD-OUEST à exploiter une installation de regroupement et de traitement de déchets liquides dangereux au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse ;

Vu la demande de dérogation à l'interdiction de mélange de déchets dangereux de catégories différentes au titre de l'article D. 541-12-2 du code de l'environnement, du 7 janvier 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2024 ;

Considérant la nature des déchets susceptibles d'être mélangés (résidus aqueux) ;

Considérant que les procédures d'acceptation préalable et d'admission sur le site, qui ont été mises en œuvre, sont de nature à éviter qu'un mélange inapproprié ne se produise ;

Considérant que l'exploitant applique les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de déchets, notamment, le point f de la MTD2 relative à la vérification de la compatibilité des déchets avant de les mélanger ;

Considérant les procédures de gestion des situations d'urgence établies sur le site ;

Considérant ainsi que les conditions sont réunies pour que l'exploitant puisse déroger à l'interdiction de mélange de déchets dangereux de catégories différentes ;

Considérant que les prescriptions applicables à l'exploitant doivent être modifiées en conséquence ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas été soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société SARP SUD-OUEST à Toulouse, par lettre du 28 février 2024, notifiée le 7 mars 2024, afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence d'observation émise par l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société SARP SUD-OUEST, dont le siège social est situé 8 avenue Manon Cormier à Bassens (33530), et qui est autorisée à exploiter au 8 impasse Didier Daurat à Toulouse (31400) une installation de traitement des eaux hydrocarburées et une installation de regroupement de déchets liquides dangereux, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

Art. 2 – Mélange de déchets dangereux de catégories différentes

Les prescriptions de l'article 5.1.5. de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2017 sont modifiées et complétées par les prescriptions suivantes :

« Article 5.1.5. – Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets, dans l'enceinte de l'établissement, est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits, qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitant est autorisé à mélanger les déchets suivants au sein d'une même cuve de regroupement :

- résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures comportant la propriété de danger « inflammables » (HP 3) ;
- résidus aqueux souillés aux peintures, huiles ou hydrocarbures comportant la propriété de danger « toxiques ».

Pour ces opérations, l'exploitant tient à jour un registre spécifique comprenant, notamment :

- les éléments de justification mentionnés à l'article D. 541-12-2 ;
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la liste des substances et leurs numéros du registre chemical abstracts service (CAS) ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux.

Aucune autre opération de mélange ou de regroupement n'est autorisée. »

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Les infractions ou l'inobservations des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives, prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 5. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois, à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier, mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement). Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Art. 6. – Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale complémentaire est déposée à la mairie de Toulouse et peut y être consultée ;
- un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Toulouse pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmise au préfet ;

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne, pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 7. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Toulouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société SARP SUD-OUEST.

Fait à Toulouse, le 117 AVR. 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général
Serge JACOB